



FÉDÉRATION TOTAL RESPECT | TJENBÉ RÈD

RACISMES, HOMOPHOBIES, SIDA : LE BILAN ÉTIQUE DE NICOLAS SARKOZY

Rivière-Pilote, jeudi 19 avril 2012
Communiqué de presse n°TRF2012-11G

—

Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy était élu président de la République. Le 4 juin suivant, nos bénévoles attiraient son attention sur cinq thématiques : le sida, le droit des étrangers, l'égalité des droits, la lutte contre les homophobies et, enfin, le suicide des personnes LGBTX (lesbiennes, gaies, bi, trans, intersexes, indéterminées & queer).

Aujourd'hui, la Fédération Total Respect | Tjenbé Rèd (qui rassemble dix organisations de lutte contre les racismes, les homophobies & le sida) établit un bilan du quinquennat de M. Sarkozy relatif à ces thématiques. Chacune d'entre elles fait l'objet d'une notation sur vingt points, appréciant l'accomplissement des engagements qu'il avait pris en la matière lors de la campagne présidentielle de 2007, ce qui indique au total une notation sur cent points.

Le total est de 16 sur 100, soit 3,2/20. Malgré de rares sursauts, souvent d'ordre verbal, les engagements pris par le candidat Sarkozy en 2007 en matière de sida, de droit des étrangers, d'égalité des droits, de lutte contre les homophobies et de suicide des personnes LGBTX n'ont pas été honorés (c'est un euphémisme). Plusieurs membres de son gouvernement ou de son parti ont pris des positions qui allaient en leur sens mais qui n'ont jamais semblé s'inscrire dans une politique publique voulue au long cours par le chef de l'État, donnant l'impression d'initiatives personnelles tolérées à condition de rester marginales.

—

Contact :
David Auerbach Chiffirin,
président de la Fédération Total Respect | Tjenbé Rèd
federation@tjenbered.fr
06 96 32 56 70
06 10 55 63 60

Bilan détaillé

LES ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX PRIS PAR LE CANDIDAT SARKOZY EN 2007	NOTRE BILAN DE CES ENGAGEMENTS AU 19 AVRIL 2012	NOTRE NOTATION
<p>1. CONCERNANT LES RAVAGES SINGULIERS DU VIH/SIDA PARMIS LES POPULATIONS NOIRES & MÉTISSES EN FRANCE ULTRAMARINE & HEXAGONALE : Dans une lettre du 18 avril 2007, le candidat Sarkozy affirmait qu'il lui paraissait «nécessaire d'accentuer nos efforts» contre le sida dans les DFA (départements français d'Amérique : Guyane, Guadeloupe, Martinique) comme parmi «les populations les plus touchées vivant sur le territoire métropolitain, et notamment les populations noires».</p>	<p>Les taux de prévalence et d'incidence du VIH (virus de l'immunodéficience humaine) dans les DFA ont globalement continué d'augmenter et de s'écarter des taux hexagonaux. Depuis le 6 mai 2007, l'État n'a pas ignoré ce problème (il l'a notamment évoqué, après cependant qu'il ait fallu lui rappeler avec insistance, au terme des États généraux de l'outre-mer en 2009). En revanche, il ne l'a pas suffisamment pris en compte, en particulier concernant la Guyane, la Guadeloupe, Saint-Martin et, faudrait-il maintenant dire, Mayotte. Dans ces territoires, la politique migratoire de l'État a prévalu, au mépris du bon sens sinon des valeurs humanistes de la République, sur sa politique sanitaire (notamment avec l'amendement Mariani, qui restera comme une tache d'infamie sur le mandat de M. Sarkozy, en fragilisant sans scrupule le droit au séjour pour soins au nom d'un phantasme d'immigration sanitaire que rien n'était). La République, c'est l'égalité, dont l'État est garant : ces territoires se sont, en la matière, éloignés de l'égalité.</p>	7/20
<p>2. CONCERNANT LE DROIT DES ÉTRANGERS : Monsieur Sarkozy affirmait : «Notre fierté repose [...] sur la vocation particulière de la France dans le monde. Je ne transigerai pas avec les valeurs de notre pays [...]. Je défendrai les droits de l'homme partout où ils sont méconnus ou menacés». De plus, dans son entrevue à Têtu, il soutenait : «S'agissant du droit d'asile, si vous êtes persécuté pour votre orientation sexuelle, vous devez pouvoir bénéficier du droit d'asile. Les critères de l'OFPPRA [Office français de protection des réfugiés et apatrides] doivent donc pouvoir évoluer sur ce point». En même sens, dans sa réponse à l'Inter-LGBT (Interassociative lesbienne, gaie, bi & trans) :</p>	<p>Le droit des étranger/e/s est à nos yeux le point le plus sombre du bilan du président Sarkozy. Il n'était pas forcément question, à notre niveau, de contester son intention de réduire les flux migratoires : c'est le droit d'un pays de fixer les conditions dans lesquelles il admet les ressortissant/e/s des autres pays sur son sol. En revanche, la façon dont la question des étranger/e/s a été présentée de façon récurrente comme une menace, approchant ainsi le discours du parti présidentiel de celui de l'extrême droite et du Front national, est inacceptable. De même, la confusion récurrente entre droit d'asile et immigration économique ou familiale a contredit les valeurs humanistes de la France, alors que la</p>	6/20

<p>«Je me suis personnellement engagé dans une réforme du droit d’asile permettant [...] de sauvegarder ce qui fait l’honneur de la France, sa tradition d’asile politique pour toutes les populations persécutées. Parmi celles-ci, je range bien évidemment les demandeurs d’asile victimes de discriminations sexuelles». Dans la même réponse, il refusait cependant de faire évoluer la notion contestable de «pays d’origine sûr».</p>	<p>liste des «pays d’origine sûrs» comprend en son sein des pays ayant pris position à l’Onu (Organisation des Nations unies) contre la condamnation des meurtres homophobes. Cependant, peu de cas d’expulsions de personnes LGBT (lesbiennes, gaies, bi & trans) menacées de mort dans leurs pays d’origine ont été relevés : certains ont pourtant dû être évités par des interventions ponctuelles mais vigoureuses, démontrant l’affaiblissement du principe posé de non-expulsion de personnes menacées de mort dans leur pays d’origine.</p>	
<p>3. CONCERNANT L’ÉGALITÉ DES DROITS, le candidat Sarkozy proposait de «bâtir une démocratie irréprochable [...] en mettant fin aux discriminations». Un «contrat d’union civile» signé en mairie devait assurer aux couples de même sexe une égalité successorale, sociale et fiscale.</p>	<p>Le contrat d’union civile promis a été jeté aux oubliettes. Cependant, le pacs s’est vu étendu à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, bien qu’il reste impossible en Polynésie française et à Mayotte.</p>	1/20
<p>4. CONCERNANT LA LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE, nous demandions au président Sarkozy de veiller au respect de la loi du 30 décembre 2004, bien promulguée, mal suivie. Nous pensions évidemment au cas Vanneste, ce député du Nord qui se signalait (déjà) par ses propos homophobes. Le 13 janvier 2005, Monsieur Sarkozy, président de l’UMP (Union pour un mouvement populaire), avait affirmé : «Ces dérapages ne se produiront plus car je ne les accepterai pas». La question se posait ensuite de savoir si le président Sarkozy saurait respecter ses engagements relatifs à la prévention de l’homophobie, notamment dans l’Éducation nationale où les textes officiels n’étaient toujours pas appliqués.</p>	<p>Depuis le 13 janvier 2005, Monsieur Vanneste a sans répit «reproduit» ses «dérapages» et reste - au 19 avril 2012 - membre de l’UMP. Une campagne contre l’homophobie s’est vue interdite dans l’Éducation nationale, grâce à l’action de la «Droite populaire» qui a par ailleurs multiplié les prises de positions plus ou moins insidieusement homophobes (notamment en matière fiscale). Cependant, des IMS (interventions en milieu scolaire) relatives aux homophobies se pratiquent de plus en plus, davantage il est vrai grâce à l’abnégation de bénévoles qu’au soutien réel de l’État. Par ailleurs, la Délégation interministérielle pour l’égalité des chances des Français/es d’outre-mer a commandé un rapport à l’association Tjenbé Rêd Prévention.</p>	2/20
<p>5. CONCERNANT LE SUICIDE DES PERSONNES LGBT, le président Sarkozy devait donner suite aux propositions formulées par Mme Christine Boutin. Dans un rapport remis le 29 septembre 2003, la passionaria anti-pacs envisageait quatre mesures pour lutter contre la sursuicidalité des personnes LGBT et des personnes vivant avec le VIH/sida :</p>	<p>Néant.</p>	0/20

<p>elle évoquait des «campagnes publiques au sein des écoles et des entreprises pour modifier l'approche des maladies» ; elle estimait «nécessaire» de «réaliser une étude sur les liens entre suicide et sexualité» afin «d'envisager» par exemple «l'accueil par des travailleurs sociaux formés à ce type de problématique dans des espaces de parole neutres» et la «publication d'une plaquette d'information en vue de sensibiliser les parents, les enseignants et le monde professionnel».</p>		
<p>MOYENNE GÉNÉRALE</p>	<p>Malgré de rares sursauts, restant pour l'essentiel d'ordre verbal, les engagements pris par le candidat Sarkozy en 2007 en matière de sida, de droit des étrangers, d'égalité des droits, de lutte contre l'homophobie et de suicide des personnes LGBT n'ont pour ainsi dire pas été honorés. Le dialogue auquel il appelait à la veille de son élection n'a pas eu lieu. Plusieurs personnes au sein de son parti ou de son gouvernement (citons Mme Marie-Luce Penchard, ministre de l'outre-mer ; Mme Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur ; MM. Patrick Karam et Claudy Siar, ancien et actuel délégués interministériels à l'égalité des chances des Français/es d'outre-mer ; Mmes Samia Badat et Nathalie Fanfant, secrétaires nationales de l'UMP chargées respectivement des nouveaux engagements solidaires et de la lutte contre les discriminations ; M. Sébastien Chenu, secrétaire national de l'UMP chargé de l'exception culturelle) ont plus ou moins ponctuellement pris des positions qui auraient pu aller en ce sens mais n'ont jamais semblé s'inscrire dans une politique publique voulue par le chef de l'État, donnant finalement davantage l'impression d'initiatives personnelles tolérées à condition de rester marginales.</p>	<p>16/100 soit 3,2/20</p>

Références

[1] 4 juin 2007 - Présidentielle - L'outre-mer a fortement voté pour Madame Royal - En Guadeloupe notamment, les habitantEs des Abymes et de Goyave ont désavoué leurs maires (qui les incitaient à voter contre elle en dénonçant le mariage qu'elle promettait aux «makoumés») - Tjenbé Rèd attire l'attention du président Sarkozy sur cinq points : le sida, le droit des étrangers, l'égalité des droits, la lutte contre l'homophobie et le suicide des personnes LGBT - Déclaration n°TR07POL04

<http://www.tjenbered.fr/2007/20070604-00.html>

<http://www.tjenbered.fr/2007/20070604-00.rtf>

[2] 9 février 2011 - Le président de la République demain sur TF1 : Total Respect - Tjenbé Rèd Fédération interroge Nicolas Sarkozy sur les droits des homosexuels - Communiqué de presse n°TRF2011-09

<http://www.tjenbered.fr/2011/20110209-00.pdf> [fr]

<http://www.tjenbered.fr/2011/20110209-09.pdf> [en]

http://www.lepost.fr/article/2011/02/09/2399600_le-president-de-la-republique-demain-sur-tf1-total-respect-tjenbe-red-federation-interroge-nicolas-sarkozy-sur-les-droits-des-homosexuels.html?doFbPublish=2399600 [fr]

<http://devantlatele.com/tf1/status/1111751> [fr]

[3] 10 février 2011 - Télé Bouygues et Nicolas Sarkozy se tamponnent des trois millions d'homosexuel/le/s en France - Communiqué de presse n°TRF2011-09B

<http://www.tjenbered.fr/2011/20110210-00.pdf> [fr]

<http://www.tjenbered.fr/2011/20110210-09.pdf> [en]

http://www.lepost.fr/article/2011/02/10/2401888_tele-bouygues-et-nicolas-sarkozy-se-tamponnent-des-trois-millions-d-homosexuel-le-s-en-france.html?doFbPublish=2401888 [fr]

http://www.humanite.fr/13_02_2011-nicolas-sarkozy-sur-tf1-la-rÃ©action-de-total-respect-tjendÃ©-rÃ©d-fÃ©dÃ©ration-465041 [fr]

Total Respect - Tjenbé Rèd Fédération | Fédération de lutte contre les racismes, les homophobies & le sida issue des communautés afro-caribéennes | Organisations membres : 1°) Alu | Asociación de Latinos unidos ; 2°) Can | Collectif anti-nérophobie (Collectif Non à Guerlain ! Non à la nérophobie !) ; 3°) Couleurs gaies | Centre LGBT Metz Lorraine-Nord ; 4°) Homo-Sphère | Association gay & lesbienne de Nouvelle-Calédonie ; 5°) SLD | Sida - Les liaisons dangereuses ; 6°) Tjenbé Rèd Prévention | Association de prévention des racismes, des homophobies & du sida issue des communautés afro-caribéennes ; 7°) Tjenbé Rèd Prévention Guyane ; 8°) Tjenbé Rèd Prévention Martinique-Guadeloupe ; 9°) Tjenbé Rèd Prévention Paris Île-de-France ; 10°) Vela | Vigilance lesbienne, gaie, bi, trans & intersexe Aix-en-Provence | Courriels : federation@tjenbered.fr | MSN : tjenbered@hotmail.fr | Site Internet : www.tjenbered.fr/federation | Myspace : www.myspace.com/tjenbered | Facebook : www.facebook.com/federationtotalrespect | Lignes d'écoute et d'information : +596 (0)6 96 32 56 70 | +33 (0)6 10 55 63 60 | (24h/24, répondeur à certaines heures) | Siège social : Pont-Madeleine, F-97211 Rivière-Pilote | Association loi 1901 fondée le 15 mars 2005, déclarée le 14 juin 2005 | Journal officiel du 9 juillet 2005 | Aidez-nous à financer nos actions : <http://soutenir.totalrespect.fr/>
